

## **Du centre à la périphérie de la ville de Ouagadougou : constance ou différence dans les déterminants de la scolarisation ?**

Dramane Boly<sup>1</sup>

Marc Pilon<sup>2</sup>

Jean-François Kobiané<sup>3</sup>

Ouagadougou, capitale du Burkina Faso à l'instar de toutes les métropoles urbaines africaines connaît des transformations radicales qui sont le fruit de l'importation de standards urbains mondialisés. C'est une ville macrocéphale dans le contexte urbain burkinabè avec une population estimée en 2012 à 1 915 102 selon les données de l'Énumération de la Population de Ouagadougou et Bobo Dioulasso (EPOB). Elle enregistre la plus forte croissance démographique du pays avec un taux d'accroissement intercensitaire entre 1996 et 2006 de 7,6%. L'accès à une propriété foncière constitue l'un des soucis majeurs de nombreuses familles Ouagalaises. L'espace non loti qui est généralement à moindre coût devient le principal moyen pour de nombreuses familles démunies d'y accéder (Jaglin et al., 1992 ; Hien et Compaoré, 2006). Ainsi, la ville s'étale rapidement absorbant les espaces périphériques avec pour corollaire un besoin important en infrastructures de base (éducation et santé) et l'apparition de nouveaux espaces défavorisés appelés encore « *zones non loties* ».

Dans une enquête réalisée en 2009 à Ouagadougou, Boyer et Delaunay (2009) trouvent que la population des non lotis est très jeune et représenterait 33,5% de la population Ouagalaise. Ces espaces « *non lotis* » sont également largement dominés par une conjonction de la pauvreté, de taudis, d'analphabétisme et de chômage important.

Sur le plan de la scolarisation, les programmes d'éducation notamment le Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB)<sup>4</sup> et le Projet enseignement post-primaire (PEPP) ont focalisé leurs actions dans le milieu rural dans une logique de réduction des disparités rurales-urbaines. Il y a eu donc moins de construction de nouvelles infrastructures scolaires publiques dans les grands centres urbains particulièrement dans la capitale, Ouagadougou, considérés comme privilégiés en matière de scolarisation car présentant des taux de scolarisation les plus élevés.

Cependant, ces niveaux de scolarisation élevés ne sont pas le fait d'une offre scolaire publique abondante, mais au contraire d'un secteur privé majoritaire, et dont la part s'accroît. Dans la capitale, Ouagadougou, selon les statistiques scolaires, en 2012, 68 % et 87,2% respectivement des établissements primaires et secondaires de la ville de Ouagadougou étaient privés contre 32 % et 81% en 2000.

Dans le domaine scientifique, les travaux réalisés pour comprendre les facteurs des inégalités scolaires se sont intéressés à l'ensemble de la ville (Kobiané, 1999; Pilon & Wayack Pambè, 2009 ; Wayack-Pambè et Pilon, 2011; Wayack-Pambè, 2012) ou à la simple comparaison de Ouagadougou, d'une part, avec les autres milieux de résidence (autres villes et/ou rural) (Kobiané, 2007 et 2014) et d'autre part, avec les autres capitales africaines francophones (Kobiane, 2009 ; Durand, 2006 ; Pilon 2005).

---

<sup>1</sup> Doctorant à l'Université Paris Descartes/Centre Population & Développement (CEPED)

<sup>2</sup> Directeur de recherche au Centre Population & Développement (CEPED)

<sup>3</sup> Enseignant chercheur à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université de Ouagadougou

<sup>4</sup> Depuis 2012, le Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) a été mis en lieu et place du PDDEB.

Cependant, les désavantages au sein des périphéries urbaines de la ville accentuant ou reproduisant les inégalités scolaires méritent dans l'explication de ces inégalités de prendre en compte la dimension socio-spatiale notamment le quartier de résidence.

Comme le note Marpsat (1999), dans le contexte américain, la forte concentration dans un même lieu de résidence d'une catégorie de personnes aux profils sociaux assez proches influencent leurs comportements particulièrement en matière de scolarisation. Dans la littérature, il ressort généralement que les élèves du milieu aisé, par exemple, ont de meilleurs résultats scolaires que les plus pauvres, mais pour Jencks et Mayer (1990), ces derniers amélioreraient leurs performances lorsqu'ils résident dans des quartiers aisés.

Cette communication propose ainsi d'appréhender la problématique des inégalités intra-urbaines non pas en termes de niveaux de scolarisation (Baux et al., 2002), mais sous l'angle de déterminants dans un contexte de mise en œuvre de la décentralisation (avec le transfert effectif en 2009 de certaines compétences et ressources en éducation aux collectivités territoriales). Quelles sont les déterminants des inégalités scolaires dans la ville de Ouagadougou ? Sont-ils identiques du centre (quartiers lotis) à la périphérie (quartiers non lotis) et du primaire au secondaire ?

Pour répondre à ces interrogations, la communication a recours aux données du recensement général de la population réalisée en 2006 au Burkina Faso qui permettent de réaliser des analyses à un niveau géographique plus fin, le quartier de résidence. Etant donné que nous sommes dans la logique explicative et que la variable dépendante est la fréquentation scolaire (fréquente ou ne fréquente pas), nous allons recourir à la régression logistique binaire.

## Références bibliographiques

- Baux, S., Pilon, M., Lokpo, K., Kaboré, I., Pond, B., & Sangli, G. (2002). *L'offre et la demande d'éducation primaire à Ouagadougou : un état des lieux*. Ouagadougou: Université de Ouagadougou-UERD, 23p.
- Boyer, F., & Delaunay, D. (2009). Ouaga 2009, Peuplement de Ouagadougou et développement urbain. *Unpublished manuscript, Institut de Recherche pour le Développement*.
- Hien, P. C., & Compaoré, M. (2006). *Histoire de Ouagadougou des origines à nos jours* (Rapport de recherche). Ouagadougou: CNRST, 373p.
- Jaglin, S., & al. (1992). *Les enjeux des extensions urbaines à Ouagadougou (Burkina Faso) 1984-1990* (Rapport de recherche). Ouagadougou: ORSTOM, 365p.
- Jencks, C., & Mayer, S. (1990). The social consequences of growing up in a poor neighborhood. In *Inner-city poverty in the United States*. Washington, DC: National Academy: L.E. Lynn & M.F.H. McGahey, 111-186.
- Kobiané, J.-F. (1999). Pauvreté, structures familiales et stratégies éducatives à Ouagadougou. *Communication au Séminaire International CICRED «Stratégies éducatives, familles et dynamiques démographiques*.
- Kobiané, J.-F. (2007). De la campagne à la ville, constances et différences dans les déterminants de la scolarisation des enfants au Burkina Faso. In *La question éducative au Burkina Faso. Regards pluriels* (ÉDUCATION ET SOCIÉTÉ). Ouagadougou:

Félix Compaoré, Maxime Compaoré, Marie-France Lange et Marc Pilon, CNRST, 121-144.

Kobiane, J.-F. (2009). Pauvreté et inégalités d'accès à l'éducation dans les villes d'Afrique subsaharienne: enseignements des enquêtes démographiques et de santé. *Villes du sud. Dynamiques, diversités et enjeux démographiques et sociaux*, AUF/Édition des archives contemporaines, Paris, 291–310.

Kobiané, J.-F. (2014). *Progrès et défis de l'EPT en Afrique subsaharienne francophone : enseignements des enquêtes auprès des ménages* (Cahiers de l'IFORD). IFORD.

Marpsat, M. (1999). La modélisation des effets de quartier aux États-Unis: une revue des travaux récents. *Population*, 54(2), 303-330.

Pilon, M. (2004). L'évolution du champ scolaire au Burkina Faso: entre diversification et privatisation. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, (3), 143–165.

Pilon, M. (2005). Confiage et scolarisation en Afrique de l'Ouest : éclairages à partir des sources de données démographiques. In *CONGRES DE L'UIESP- Séance N°751 : « Scolarisation et changements démographiques »*. Ouagadougou, p. 17.

Pilon, M., & Wayack Pambé, M. (2009). *Education*. Ouagadougou: IRD, 169-192.

Wayack-Pambè, M. (2012). *Genre, sexe du chef de ménage et scolarisation des enfants à Ouagadougou* (Thèse de doctorat). Université de Paris Ouest – Nanterre La Défense, Paris.

Wayack-Pambè, M., & Pilon, M. (2011). Sexe du chef de ménage et inégalités scolaires à Ouagadougou (Burkina Faso). *Autrepart*, 59(3), 125-144.